

Rapport de contrôle de l'inspection de l'environnement chargée des installations classées	
Référence : D-2020-MARS-197	Date : 18 décembre 2020
Nom et adresse de l'établissement contrôlé	Code DREAL
Société : Ardagh Metal Beverage ZI Athelia IV 165 Voie Antiope, 13600 La Ciotat (Adresse postale : 13705 La Ciotat Cedex)	S3IC : 0064-00772 <input type="checkbox"/> P1 <input type="checkbox"/> P2 <input type="checkbox"/> P3 <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> A <input type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> D <input type="checkbox"/> NC <input type="checkbox"/> SHAUT <input type="checkbox"/> SBAS <input type="checkbox"/> IED
Activité principale : Fabrication de canette alu pour industrie de la boisson (travail du métal à froid, traitement de surface, peinture/impression, logistique).	
Date du contrôle : 28/09/2020	
Type de contrôle	
<input type="checkbox"/> Inspection annoncée - Date de l'annonce de la visite : 28/07/2020 <input type="checkbox"/> Inspection inopinée	
Circonstances du contrôle	
<input type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DREAL <input type="checkbox"/> Incident/Accident du	
<input type="checkbox"/> Plainte <input type="checkbox"/> Autre :	
Thème(s) du contrôle	Attributs affaire S3IC
<input type="checkbox"/> Eau, Air, Déchets <input type="checkbox"/> REACH, RSDE, <input type="checkbox"/> Action Nationale _____ <input type="checkbox"/> Contrôles réglementaires <input type="checkbox"/> SGS, Vieillessement <input type="checkbox"/> Cessation, sols pollués	
Principale(s) installation(s) contrôlée(s)	
<ul style="list-style-type: none"> • Visite de l'ensemble de l'usine hors zone de stockage extérieure 	
Référentiel du contrôle	
<ul style="list-style-type: none"> • Situation administrative (1.2, et 1.7.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14/01/2008) • Accidentologie (2.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14/01/2008) • Rejets AIR/EAU (3.2 et 4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14/01/2008) • COV et Plan de gestion des solvants (PGS) (article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14/01/2008) • Garanties financières (arrêté ministériel du 31/05/2012 et code de l'environnement L/R 516-1 et suivants) • Suites d'inspection 2017 (courrier DREAL du 16/11/2017) • Consommation en eau et arrêté cadre régional sécheresse (article 4.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14/01/2008) 	
Fonctions de(s) personne(s) rencontrée(s)	
Société	Qualité
Ardagh Ardagh	Directeur Usine/Site (O.B) Responsable HSE (C.A)
Copies	<input type="checkbox"/> Exploitant <input type="checkbox"/> DREAL <input type="checkbox"/> Chrono <input type="checkbox"/> SPR <input type="checkbox"/> UD <input type="checkbox"/> SG préfecture <input type="checkbox"/> Sous préfecture de _____ <input type="checkbox"/> Autre :

Constats de l'inspection

I – Contexte

L'établissement a fait l'objet d'un contrôle dans le cadre du plan de contrôle pluriannuel de la DREAL. Les thématiques évoqués ont été les suivantes :

- Bilan de classement
- Bilan des accidents 2018-2019
- Rejets, présentation des rejets de l'entreprise (air/eau), et conformité,
- Garanties financières,
- Consommation en eau et arrêté cadre régional sécheresse,
- Plan de gestion des solvants.

Le présent rapport rend compte des constats relevés sur les activités en fonctionnement telles qu'elles étaient le jour de l'inspection et des suites données à cette affaire.

Seules les prescriptions du référentiel du contrôle citées en première page ont été contrôlées le jour de la visite.

II – Principaux constats effectués lors de la visite d'inspection

2.1 – Suites données à la précédente inspection (27/10/2020):

L'inspection précédente avait donné lieu à plusieurs remarques qui ont fait l'objet d'une réponse de la part de l'exploitant par courrier en date du 18/05/2018. L'ensemble des éléments justificatifs détaillés dans ce courrier permet de répondre aux remarques de l'inspection des installations classées et de considérer la précédente inspection comme clôturée.

L'exploitant justifie en particulier du système mis en place afin que l'ensemble des eaux potentiellement polluées soient acheminées en amont de la station, et afin que l'ensemble des eaux industrielles (y compris eaux de rinçage des résines, charbons actifs, et des adoucisseurs), soient inclus dans l'autosurveillance. Les travaux ont été réalisés au jour de la présente inspection.

L'exploitant a également précisé les risques associés aux différentes zones du site. Ce point a été contrôlé par sondage lors de l'inspection, sans qu'une non-conformité ne soit relevée.

De plus, les capacités de stockages de la zone « encres » sont désormais précisées et affichées dans la zone considérée. Les capacités de rétention sont bien présentes sous les racks de stockage.

Il justifie de plus par la fourniture des fiches techniques que ses dispositifs anti-déversement sont adaptés en cas de déversement d'acide.

Concernant le plan de gestion des solvants, l'exploitant a répondu aux demandes formulées, et a transmis deux plans de gestion : un concernant l'activité de nettoyage et un concernant l'activité d'impression/vernissage. Il a également transmis les mesures demandées et le détail des émissions associées à l'alcool éthylique dénaturé.

De plus, suite au courrier du 18/05/2018, l'exploitant a transmis sa convention spéciale de déversement justifiant de l'autorisation accordée par la SERAMM pour un rejet > 30°C mais < 40°C. Les rejets de l'exploitant sont donc conformes en ce qui concerne la température.

2.2 Constats de la visite du 28/09/2020

Aucun constat de non-conformité n'a été relevé.

L'exploitant a transmis son calcul actualisé (en 2019) mis à jour ainsi que l'attestation de constitution des garanties financières. Le nouveau montant garantie est de 114 178 €. L'attestation de cautionnement solidaire arrivera à échéance le 30/08/2022 et l'exploitant devra alors renouveler la démarche. De plus il est attendu de la part de l'exploitant une nouvelle actualisation du montant des garanties financières en 2024.

Le bilan des accidents intervenus sur site n'a pas fait apparaître d'accident majeur, ou avec effet hors site depuis la dernière inspection. L'analyse des incidents survenus et des mesures mises en œuvre montrent la bonne prise en compte de ces événements par l'exploitant tant en matière de communication que de mise en place des mesures correctives.

Concernant la consommation en eau, l'ensemble des postes de consommation ont été identifiés, et analysés. Il en ressort que la consommation en eau du site est globalement sur une pente descendante. Un pic à la hausse peut être observé, correspondant à un changement de produit suite aux évolutions de la réglementation REACH, produit nécessitant un apport d'eau supérieur dans le process. L'exploitant prélève sur un réseau maîtrisé (canal de Marseille) et n'est donc pas soumis à l'arrêté préfectoral cadre relatif aux situations de sécheresse. De plus, en février 2008, l'exploitant a rendu une étude analysant ses consommations d'eau et les moyens de réductions possibles. Les pistes envisagées afin de réduire la consommation ont été mises en œuvre avec succès (notamment récupération des eaux utilisés dans le cadre des tests des systèmes sprinklers). La majeure partie de la consommation en eau résiduelle concerne le process et fait l'objet d'un suivi précis de la part de l'exploitant, et d'un travail d'amélioration continue. Un indicateur (consommation d'eau / 1000 boîtes) est suivi mensuellement. En cas de sécheresse l'exploitant met en œuvre l'arrêt de l'utilisation de l'eau pour les espaces verts du site, sans que ces mesures ne soient à ce jour prescrites par arrêté préfectoral.

L'exploitant a présenté ses réseaux AIR/EAU, ainsi que la liste des exutoires. Les plans à jour ont été transmis à l'inspection des installations classées. Les derniers rapports de contrôle des rejets de l'oxydateur, des washers et de la chaudière ont été contrôlés et transmis à l'inspection et ne présentent pas de non-conformité. De plus, comme précisé ci-avant, l'ensemble des eaux industrielles sont désormais intégrées à l'autosurveillance.

Toutefois l'exploitant devra rajouter à ses futurs contrôles la mesure de la vitesse d'éjection des gaz pour les rejets chaudières.

Concernant le Plan de Gestion des solvants, ce dernier a fait l'objet d'une analyse par sondage et ne présente pas de non-conformité. Certains éléments nécessitent toutefois d'être précisés/détaillés par l'exploitant. L'exploitant a fourni le détail du calcul des valeurs du PGS concernant le « vernis intérieur sans BPA ». Il a également justifié en particulier la composition en solvant du produit, la méthode et le résultat de l'évaluation de la quantité de solvant canalisée en amont de l'oxydateur, de la quantité émise à l'atmosphère en aval, de la quantité traitée comme déchets et des émissions diffuses résiduelles. Toutefois la méthode utilise des hypothèses (et non des mesures) pour évaluer le taux de déchets et d'émissions diffuses à partir d'un retour d'expérience du groupe. Il est attendu que l'exploitant justifie de la cohérence de ces éléments avec la situation réelle du site (quantité de solvants traitée comme déchets 06, et émissions diffuses 04) - voir en fin de rapport).

Enfin l'exploitant a présenté un bilan de classement présentant sa situation administrative à jour, considérant les évolutions de la nomenclature intervenues depuis le dernier AP du site. Le détail est présenté en annexe et n'amène pas de commentaire de la part de l'inspection.

2.3 Conclusion et propositions de l'inspection

L'inspection des installations classées ne propose pas de sanction à la suite de cette visite. Toutefois l'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées les éléments suivants :



L'exploitant devra revoir sa méthode pour l'élaboration de son Plan de gestion des solvants (PGS) 2020. En effet, d'une part il est attendu que l'exploitant réalise une campagne de mesures sur site permettant de valider la valeur forfaitaire retenue pour évaluer la quantité de déchets (terme 06 du PGS). D'autre part, l'exploitant doit évaluer la quantité de solvants en amont de l'épurateur par des mesures, ou des calculs ne prenant PAS en compte les émissions diffuses. En effet le terme 04 (émissions diffuses) doit être la résultante du calcul, et non une des données d'entrée.

Il est rappelé que l'exploitant devra ajouter à ses futurs contrôles la mesure de la vitesse d'éjection des gaz pour les rejets chaudières.

Enfin il est demandé à l'exploitant de justifier sous un an des programmes analytiques considérés dans le cadre du contrôle périodique des rejets et de l'autosurveillance le cas échéant. En effet l'ensemble des paramètres repris dans les Arrêtés ministériels ne sont pas suivis. Une justification de l'absence des substances non contrôlées dans les rejets est donc attendue.

Pour certaines substances, cette justification pourra être qualitative si elle est suffisante. Concernant les exutoires des « fours washers », l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 30/06/06 relatif à la rubrique 3260 (art. 26 notamment) devra être considéré. Concernant les rejets de l'oxydateur, les données les plus contraignantes entre l'AM 362 pré-cité celui du 02/02/1998 (art 28 notamment) devront être considérées. Il est attendu pour chaque exutoire un positionnement sur la présence ou non des substances réglementées dans les AM cités, ainsi que la valeur de flux rejeté le cas échéant, et la VLE à considérer.

Equipe d'inspection : UD 13 Marseille (AB)

Signature de l'inspecteur L'inspecteur de l'environnement	Vérificateur L'adjoint au Chef du pôle eau/air des Bouches du Rhône	Approbateur Pour la directrice et par délégation, L'adjoint au chef de l'unité départementale des Bouches-du- Rhône
		

ANNEXE :

Ardagh Metal Beverage - Site de La Ciotat

Classement général du site mis à jour

Mise à jour : septembre 2020

Rubrique	A, D, E, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé
1510-1 1510-2*	E	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques.	Entrepôt de stockage de produits finis (surface 16 500 m², hauteur 13 m)	214 500 m³
2450-1** 2450-A-a	A	Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support tel que métal, papier, carton, matières plastiques, textiles etc. utilisant une forme imprimante	2 Décoratrices (printer) et 2 machines pour l'impression du couché blanc (base coater)	.
2565-2-a	A	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564 et du nettoyage dégraissage visé par la rubrique 2563.	2 lignes de traitement : -stage 2 : 17 700l/ligne - stage 4 : 3 850 l/ligne	43 100 l
2940-2-a	A	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile)	16 stations de pulvérisation de vernis intérieur	3,9 t/j
3260	A	Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 m³	Traitement de surface	43,1 m³
3670	A	Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation, avec une capacité de consommation de solvant organique supérieure à 150 kg par heure ou à 200 tonnes par an	2 Décoratrices (printer) et 2 machines pour l'impression du couché blanc (base coater) 16 stations de pulvérisation de vernis intérieur	216 t/an
2560-B-1	E	Travail mécanique des métaux et alliages	2 Presses d'emboutissage (2*60 kW) 18 Presses de formage (18*75 kW) 4 Machines de formage (4*25 kW)	1570 kW
2921-a	E	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de)	4 tours aérogréfrigérantes d'une puissance thermique évacuée	4 648 kW

Rubrique	A, D, E, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé
			maximale de 1 162 kW chacune.	
4331-2	E	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.	Quantité cumulée de 128 tonnes de liquides inflammables de catégorie 2 ou 3.	128 tonnes
1414-3	DC	Gaz inflammables liquéfiés (installation de remplissage ou de distribution de)	Station de distribution de propane pour les chariots de manutention	-
2910-A-2	DC	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771.	Chaudière fonctionnant au gaz naturel	2,1 MW
2663-2	D	Pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères	Stockage de 8 334 m ³ de palettes plastique	8 334 m ³
2713-2***	D	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux	Surface de l'installation 100 m²	100

* Erreur de saisie préfecture sur l'AP de 2016

** Evolution de la nomenclature

***Note du 25 avril 2017 relative aux modalités d'application de la nomenclature des ICPE pour le secteur de la gestion des déchets.